LES REFUGIES DE GUINEE EQUATORIALE ET
LA REFLEXION SUR LE PROBLEME GENERAL
DE REFUGIES EN AFRIQUE

{
{
{
}

Par C.M. EYA NCHAMA
Secrétaire général de l'Alliance Nationale
de Restauration Démocratique (A.N.R.D.)
Guinée Equatoriale

-+0+-

Monsieur le Président,
Honorables délégués,

Mes dames,

Messieurs,

L'Afrique, de nos jours, un continent de 5 millions de réfugiés, alors qu'à la fin des années 50, ils n'étaient que 20.000. En 1970, ils étaient 750.000, en 1973, 1 million, en 1979, 4 millions et il risque d'y en avoir entre 15 et 20 millions à la fin du siècle.

Dans mon exposé, j'aimerais d'abord traiter le sujet particulier des réfugiés africains, c'est-à-dire le problème des réfugiés de la Guinée Equatoriale. Ensuite, j'aimerais faire une réflexion générale sur la problématique des réfugiés en Afrique.

Avant d'aborder ces deux points, je voudrais apporter quelques précisions sur des points d'ordre général.

Tout d'abord, j'aimerais faire la différence entre examiner les causes qui font qu'un être humain devient réfugié, et le fait de faire de la politique, avant de traiter des problèmes des réfugiés. A mon avis, examiner les causes qui ont provoqué l'exode de réfugiés de tel ou tel pays est une condition sine qua non pour comprendre le phénomène des réfugiés. C'est une façon de faire l'histoire ainsi que d'aider aussi bien les pays d'accueil que les organisations nationales et internationales, à savoir clairement ce qui a poussé des êtres humains à quitter leurs pays pour recommencer une nouvelle vie dans un pays d'accueil.

Chercher les causes de l'exode massif de populations, ce n'est pas faire de la politique; c'est faire un travail scientifique. Je crois qu'il est très important de s'attaquer aux causes, quand on veut vraiment aider des personnes qui se trouvent tout à coup à l'intérieur de vos frontières, demandant votre protection et votre assistance. Les réfugiés ne devraient pas être considérés comme des OVNI (Objets volants non identifiés). Ceux qui sont de l'avis que chercher les causes qui ont amené tel ou tel groupe de personnes à quitter massivement tel ou tel pays c'est faire de la politique, devraient nous aider à définir clairement ce qu'ils entendent par "faire de la politique", de façon à ce que nous sachions le délimiter lorsque nous cherchons ces causes.

Je vais essayer maintenant de donner brièvement les causes de l'exil équato-guinéen.

Comme vous le savez, la Guinée Equatoriale, faut-il le rappeler, est située dans le Golfe du même nom, entourée des Républiques de São Tomé y Príncipe, du Gabon, du Cameroun et du Nigeria, ainsi que par l'Océan Atlantique; elle s'étend sur 28.051 km² et a une population de 400.000 habitants.

Généralement, les causes premières du problèmes des réfugiés en Afrique sont les suivantes :

- les effets du colonialisme,
- la violation des droits de l'homme,
- les problèmes économiques,
- l'apartheid,
- les guerres civiles ou internationales,
- les catastrophes naturelles.

S'agissant du cas particulier de la Guinée Equatoriale, on peut retenir les deux premières causes, à savoir les effets du colonialisme et la violation des droits de l'homme. Ces causes, je les ai expliquées plus en détail dans un article que j'ai publié le mois dernier dans la Revue Genève-Afrique Volume XX n° 1, 1982, pages 71 à 128. Je ne vais pas ici répéter ces causes, mais seulement essayer de les résumer :

1)- La décolonisation franquiste en Guinée Equatoriale eut comme résultat que Franco porta au pouvoir un franquiste plutôt qu'un démocrate. Vous savez tous que le franquisme n'a pas seulement été néfaste pour la Guinée Equatoriale, mais également pour l'Espagne elle-même.

Sept ans après la mort du Caudillo, les Espagnols viennent enfin d'élire un Parlement jeune et dynamique, présidé par un homme doté des mêmes qualités, ce qui signifie la mort du franquisme. Mais malheureusement, sept ans après la mort du "Generalísimo de los ejércitos", le franquisme continue en Guinée Equatoriale.

2)- Une fois au pouvoir dans notre pays, le franquiste commença à utiliser les méthodes qu'il avait apprises de son maître. Macias Nguéma était le fils spirituel de Franco Bahomonde. L'utilisation des méthodes franquistes en Guinée Equatoriale est la cause principale de l'exode massif des réfugiés équato-guinéens.

3)- Après le Coup d'Etat du Palais du 3 août 1979 par lequel Macias Nguéma fut détrôné par son neveu Obiang Nguéma, c'est la même équipe formée par Macias Nguéma qui continue à gouverner la Guinée Equatoriale avec les mêmes méthodes.

La décolonisation franquiste en Guinée Equatoriale, l'arrivée au pouvoir de Macias Nguéma qui institua le Nguémisme, c'est-à-dire le franquisme équato-guinéen, la perpétuation jusqu'à aujourd'hui du Nguémisme au pouvoir, sont les trois causes qui expliquent la persistance du phénomène des réfugiés équato-guinéens à l'extérieur.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les délégués,

Comme vous le savez, un réfugié est toute personne qui abandonne son pays par crainte d'être persécutée à cause de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques. Dans le cas de la Guinée Equatoriale, il n'y a pas de réfugié pour motif de race, puisque tous les habitants de ce pays sont bantou, avec 1% seulement de semi-bantou. Il n'y a pas non plus de réfugié pour motif d'appartenance à une conviction religieuse, puisque la Guinée Equatoriale est presque à 100% chrétienne et que personne n'est persécuté pour des motifs religieux. Nul enfin n'est contraint à l'exil à cause de sa nationalité, car en Guinée Equatoriale, à part le cas des travailleurs immigrants nigériens qui durent être rapatriés par leur gouvernement en 1976 suite aux mauvais traitements que leur faisaient subir les Nguémistes, aucun cas de ce genre ne s'est produit.

En Guinée Equatoriale, on devient réfugié parce qu'on pense d'une manière différente de ceux qui jusqu'à aujourd'hui pratiquent le franquisme ou le Nguémisme. On devient réfugié en Guinée Equatoriale parce qu'on n'est pas d'accord avec la manière dont les dirigeants actuels gouvernent le pays.

Macias Nguéma, après avoir massacré les hommes politiques de sa génération, s'employa à mobiliser les habitants de son district natal, c'est-à-dire de Mongomo. Ce sont les habitants de Mongomo que l'on rencontre dans toute l'administration, dans l'armée ainsi que dans les missions diplomatiques. Des 400.000 habitants que compte la Guinée Equatoriale seulement, une minorité participe aux destinées du pays. C'est pourquoi ceux qui osent mettre en question cette minorité autocratique qui gouverne la Guinée Equatoriale sont emprisonnés, torturés, assassinés ou exilés.

Une conférence nationale sur les réfugiés de la Guinée Equatoriale eut lieu les 25 et 26 août 1978. Convoquée par le Comité Central de l'A.N.R.D., cette conférence a fait la lumière sur cet épineux problème. Après avoir étudié toutes les informations soumises par les différents délégués à la conférence, on arriva aux conclusions suivantes sur le nombre des réfugiés équato-guinéens dans le monde :

- 60.000 au Gabon
- 40.000 au Cameroun
- 15.000 au Nigeria
- 8.000 en Espagne
- 300 à São Tomé y Príncipe.

Il y a également des réfugiés Equato-guinéens, en plus petit nombre en :

Allemagne fédérale,
Autriche,
Canada,
Etats-Unis,
France,
Italie,
Pays-Bas,
Suède,
Suisse.

Le Service d'Information de l'A.N.R.D. a publié le rapport final de la Conférence Nationale sur les Réfugiés de Guinée Equatoriale dans un numéro spécial de son organe central "La Voz del Pueblo", supplément n°2. Voici quelques conclusions de cette Conférence :

" La Conférence Nationale sur les Réfugiés de Guinée Equatoriale constate que le problème des réfugiés de Guinée Equatoriale est un problème que ni les pays africains, ni les grandes puissances ne veulent aborder, c'est un problème tabou. Les grandes puissances s'intéressent avant tout aux matières premières que produit la Guinée Equatoriale, à la situation stratégique de notre pays. Ces puissances ne s'intéressent pas au sort des otages du Nguémisme qui vivent à l'intérieur du pays : ils préfèrent le 'statu quo' actuel de façon à ne pas troubler les choses (...). La situation dramatique de Guinée Equatoriale est la seule dans le monde où tous les intérêts stratégiques, politiques et financiers des grandes puissances se soient mis d'accord " (fin de citation).

La Conférence sur les réfugiés constata d'autre part que le Nguémisme est la solution la meilleure pour tous ces intérêts : il joue le rôle des esclavagistes noirs des siècles derniers, martyrisant et vendant son peuple aux puissances extérieures qui continuent à opprimer la Guinée Equatoriale.

Le rapport de cette Conférence fut présenté à la Conférence Panafricaine des réfugiés qui eut lieu à Arusha (Tanzanie) en mai 1979.

Après le coup d'Etat du Palais du 3 août 1979, le problème des réfugiés Equato-guinéens n'a pas été résolu :

1)- Il y a bien eu quelques réfugiés qui sont retournés en Guinée Equatoriale après le coup d'Etat, mais une fois dans le pays, un grand nombre d'entre eux décidèrent de retourner une deuxième fois en exil, après s'être rendu compte que le Conseil militaire est la continuation de la dictature antérieure, c'est-à-dire que le régime Nguémiste vit toujours.

2)- L'amnistie générale dont parle le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés n'est pas amnistie destinée à permettre à tous ceux qui quittèrent le pays pour des motifs politiques d'y revenir pour continuer ces activités politiques. L'article premier du décret proclamant l'amnistie dit :

" Une amnistie générale est décidée en faveur de tous les ressortissants de Guinée Equatoriale réfugiés à l'étranger pour des motifs politiques qui volontairement et en toute liberté peuvent retourner au pays, sans crainte d'être persécutés ou punis pour avoir abandonné la République de Guinée Equatoriale ".

L'article 2 précise que :

" seront constituées des Commissions provinciales et de district composées, au niveau provincial, par le gouverneur militaire et les autorités provinciales, et par les chefs militaires et les autorités de chaque district; dans chaque cas, c'est le gouverneur militaire qui présidera la Commission, afin de faciliter et assurer le retour normal et la réinstallation de tous les ressortissants de Guinée Equatoriale, ainsi que les modalités nécessaires à leur intégration effective dans la société guinéenne ".

L'article trois, dit que le texte de ce décret, sera envoyé dans les pays où se trouvent les réfugiés de Guinée Equatoriale de même qu'au Secrétaire général des Nations Unies, au Secrétaire général de l'OUA, et au Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés.

Ce sont ces trois articles qui constituent l'amnistie générale décrétée par Obiang Nguéma. On constate que l'article 1, élément principal du décret, dit que les réfugiés peuvent retourner au pays sans crainte d'être persécutés ou punis pour avoir abandonné la Guinée Equatoriale, comme si dans l'esprit des Ngumistes un citoyen qui a abandonné la Guinée Equatoriale pour des motifs politiques a commis un délit.

Cet article qui viole déjà la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dans son article 13, alinéa 2 qui proclame que "toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays. Ce qui fait dire au juge José D. Inglesque cet énoncé de l'article 13, alinéa 2, de la Déclaration Universelle peut être considéré comme le droit à l'autodétermination personnelle. Il faut savoir aussi que l'alinéa 4 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule que : "Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays". Le droit au retour dans son pays est un droit de l'Homme.

Dans un document publié par le Comité exécutif de l'A.N.R.D., le 9 mai 1982, on peut lire au sujet de cette amnistie :

"L'amnistie générale que Teodoro Nguema dit avoir proclamée au onzième anniversaire de l'indépendance de notre pays, n'a de valeur que si elle reconnaît tous les partis et mouvements politiques qui s'opposent au Conseil militaire suprême; l'amnistie ne signifie pas 'pardonner aux citoyens leurs péchés'; l'amnistie est une manière de reconnaître que tout citoyen a droit de décider de son avenir, l'amnistie signifie que la Guinée Equatoriale n'est la propriété de personne, surtout pas d'une seule famille".

Certains réfugiés qui sont retournés en Guinée Equatoriale après la proclamation de cette "amnistie générale", ont été maltraités, tortures et emprisonnés. Ce fut le cas notamment de Mba Ada, Mba Nsue, Nguéma Edu Maria Eyomo. Entre le 7 et le 22 avril 1981, plus de 350 soi disant opposants politiques furent emprisonnés, sans que rien de précis ne soit retenu contre eux; au mois de juin 1981, les militaires ont assassiné Omono Mituy, malgré l'amnistie.

Rapatriement volontaire.

Dans cette partie, nous avons fait une réflexion avec l'ensemble des militants des droits de l'Homme, particulièrement les militants africains des droits de l'Homme, notamment M. Adama DIENG, juriste sénégalais.

Parmi les attributions confiées par les Nations Unies au HCR, on relève la recherche de solutions permanentes aux problèmes de réfugiés. La meilleure solution se trouve être le rapatriement librement consenti. L'importance du rapatriement volontaire a été soulignée dans nombre d'instruments internationaux adoptés dans le cadre des Nations Unies et par certaines organisations régionales. Ci-dessous, certains textes qui traitent de la question du rapatriement :

- Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 12 février 1946 concernant les personnes déplacées à la suite d'événements liés à la deuxième guerre mondiale;
- Résolution 428 (V) du 14 décembre 1950 à laquelle est annexé le statut du Haut Commissariat;
- Statut du Haut Commissariat;
- Résolution 1039 (VI) du 23 janvier 1957;
- Résolution 1959 (XVIII) du 12 décembre 1963;
- Recommandation en date du 6 juin 1964 de la Commission spéciale de l'OUA sur les problèmes de réfugiés en Afrique;

- Résolution 27 du 24 octobre 1965 de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA;
- Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 2197 (XVI);
- Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée le 10 septembre 1969 à Addis-Abéba;
- Résolution CM/ees 399 (XXIV) adoptée le 21 février 1975 par le Conseil des Ministres de l'OUA.

Cette énumération limitative de textes faisant état du rapatriement volontaire est assez éloquente pour témoigner de l'intérêt accordé à cette formule de solution. Le rapatriement volontaire est la formule la meilleure, mais hélas, il n'est pas toujours aisé de l'appliquer surtout quand il s'agit de cas individuels.

Il est un élément très important sur lequel il y a lieu d'insister, il s'agit de l'accent particulier qui est mis sur le caractère volontaire du rapatriement. En effet, le réfugié ne doit subir aucune pression ou être soumis à une quelconque influence, en ce qui concerne sa décision de rentrer dans son pays. C'est en toute liberté qu'il doit prendre cette décision. Ceci est spécifié à l'article V de la Convention de l'OUA sur les réfugiés qui dispose : "le caractère essentiellement volontaire du rapatriement doit être respecté dans tous les cas et aucun réfugié ne peut être rapatrié contre son gré".

A travers l'exigence du libre consentement du réfugié, l'on perçoit le principe du non-refoulement dont le but est d'empêcher qu'un réfugié soit expulsé ou renvoyé de force dans un pays où il craint d'être persécuté. C'est pourquoi, le réfugié désireux de retourner dans son pays d'origine et qui s'adresse au HCR pour son assistance souscrit à cet effet une requête. C'est la preuve de son consentement.

Ce n'est pas tout de vouloir rentrer dans son pays, encore faudrait-il que les autorités de ce pays ne s'y opposent pas et qu'elles ne persécutent pas leur ressortissant qui a accepté de mettre fin à son statut de réfugié. Aussi, s'avère-t-il nécessaire par le biais du HCR, d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement du pays d'origine du réfugié pour faciliter sa réadmission, ou de pouvoir le réfugié de documents appropriés ou de visas de transit. Il peut, également, se poser des problèmes de transport.

Mais le problème le plus délicat, quasi impossible à résoudre en l'état actuel des textes, c'est la garantie que le réfugié sollicite auprès du HCR. Tout naturellement, le HCR ne peut pas prendre l'engagement de protéger un réfugié qui décide de rentrer dans son pays, car en vertu même de l'article premier, section C, alinéa 4 de la Convention, celui-ci met fin à son statut de réfugié. Le HCR estime qu'en accordant la documentation et les facilités nécessaires, les autorités du pays d'origine prouvent qu'elles ont la volonté de réintégrer leurs ressortissants dans la communauté nationale.

Seulement, il semble que cela ne soit pas suffisant car dans la pratique, certains réfugiés qui, du fait de leur retour volontaire, ne relèvent plus du mandat du HCR, ont été conduits directement dans des geôles ou à la mort.

Le rapatriement volontaire étant la solution idéale et devant être encouragé, quelle pourrait être la démarche du HCR ? Dès lors qu'il existe des Accords conclus avec certains gouvernements, qui prévoient la participation du HCR aux efforts tendant à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, l'on pourrait s'en inspirer pour prolonger la protection du réfugié, quand bien même il ne relève plus du mandat.

Une autre démarche pourrait consister en la mise en place de normes internationales qui engagent le gouvernement du pays d'origine à ne pas persécuter le rapatrié volontaire. Ainsi, par delà l'assistance matérielle, il y aurait une certaine forme de protection des droits de l'Homme sous le regard vigilant du HCR.

La violation des droits de l'homme, n'est-elle pas, du reste, la source principale qui alimente le monde des réfugiés. Cependant, il y a lieu de craindre que le HCR devienne une tribune politique en voulant s'intéresser au sort du rapatrié volontaire dans son pays d'origine. Cela peut, toutefois, être évité avec la bonne volonté des gouvernements, qui doivent se convaincre de l'action humanitaire du HCR.

De par l'adoption de divers instruments internationaux, la communauté internationale vise à assurer une protection efficace des réfugiés. Mais cet objectif se heurte souvent à des obstacles qui ne sont rien d'autre que l'égoïsme des États. En effet, il n'y a de souveraineté réelle que celle des États. Mais il faudrait que cette notion de souveraineté s'accroisse sur l'aspect de responsabilité souveraine et non celle de puissance souveraine, afin que la souveraineté ne puisse être invoquée par les gouvernements pour empêcher des actions en faveur des réfugiés.

Avant de finir, je voudrais faire quelques remarques concernant les exposés du Professeur Michel Alliot et de M. Alain Peters, Délégué régional du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Concernant la réflexion de M. Alliot, il y a des questions pertinentes qu'il a posées. Nous savons tous que l'Afrique traditionnelle oeuvrait pour la promotion et la protection des droits de l'homme. M. Alliot avait à juste titre lui-même rappelé la tradition africaine de la réconciliation permanente. Mais est-ce cela que nous voyons en Afrique ? Le Sénégal et le Nigéria (entre autre) font aujourd'hui un effort pour réconcilier l'Afrique traditionnelle et l'Afrique dite moderne. Je crois que cette réconciliation pourrait être le chemin pour résoudre le problème pas seulement des réfugiés, mais aussi le problème du développement.

En ce qui concerne l'exposé de M. Peters, j'appuie son point de vue quand il se demande les résultats concrets obtenus pour la protection des réfugiés de notre continent après 22 années d'indépendance africaine et 13 années d'existence de la convention sur les réfugiés.

Alors, il est temps que la diplomatie de certains États en général, et de la Guinée Equatoriale en particulier, arrête d'inciter leurs voisins à vouloir étouffer le problème des réfugiés de leur pays, les exposant ainsi à une insécurité, car n'étant pas protégés ni dans leurs pays d'origine, ni dans les pays d'accueil où ils se trouvent.

Pour terminer, je voudrais remercier le peuple et le gouvernement sénégalais de l'accueil fraternel qu'ils nous ont réservé à Dakar lors de ce colloque, car nous savons que le Sénégal est à l'avant-garde de la promotion et la protection des droits de l'homme, pas seulement en Afrique, mais dans le monde entier.

Je vous remercie.

)
)
)
)